

Pas de promesse, pas de mensonge

Author : maxime

Date : 27 mars 2013

Comment produire du fond sur une thématique aussi mouvante ? On pourrait aborder la question sous la forme la plus concrète qui soit. A la manière du site internet Politifact, par exemple. Celui-ci recense les promesses électorales – exclusivement aux Etats-Unis pour le moment - et évalue ensuite leur degré d'application avec des pourcentages.

Mais ce serait laisser à des gens bien trop sérieux un sujet qui semble avoir perdu depuis longtemps une grande partie de sa crédibilité.

L'idée même que la promesse politique est faite pour ne pas être tenue, se substituant aux actes pour toutes sortes de raisons, est entrée dans les moeurs. Gain de temps et de moyens, crédulité de l'auditoire etc. La promesse de nos élus potentiels ou effectifs est immatérielle et tend à le rester.

En 2012, c'est promis, Elio Di Rupo parlera flamand comme vous et moi. Comment ça, ni vous ni moi ne... Bref, passons.

Cette déclaration faite en octobre 2011 par celui qui allait devenir le premier Wallon depuis Edmond Leburton à devenir chef de gouvernement « *asexué linguistiquement* » du royaume de Belgique, était bien plus qu'une simple promesse. Elle se voulait un gage de crédibilité donné aux partis néerlandophones à mesure que se concrétisait la probabilité de voir Elio entrer au 16, rue de la Loi.

En politique, la promesse faite à un électorat potentiel ne sert pas seulement à laisser miroiter des lendemains qui chantent. Elle répond également à des attentes, cherche à rendre crédible celui ou celle qui la prononce, délimite les contours de son action.

La promesse électorale signifie beaucoup et possède l'avantage de ne nécessiter que peu. Quelques paroles lancées avec la bonne intonation, quelques mots rédigés sur une profession de foi. Un simple discours d'intention en somme.

« *En faisant une promesse, on contracte une dette* » Robert William Service, poète canadien.

Schématiquement, c'est l'élément incontournable du discours du (de la) candidat(e), a fortiori d'opposition. Le passage obligé de celui qui, par définition, n'était pas en fonction lors du mandat précédent et ne peut donc pas s'appuyer sur un quelconque bilan pour défendre ses idées et sa candidature.

Support de la vision politique et du projet de celui qui la porte, la promesse est aussi un marqueur. Qu'elle rassemble ou qu'elle s'adresse à un segment plus spécifique de la population, de l'électorat, elle délimite le champ d'action de celui qui s'en sert. Le « *Travailler plus pour gagner plus* » de Nicolas Sarkozy s'adressait à la classe ouvrière. « La France aux Français » du Front National aux xénophobes.

Bien plus qu'un simple slogan ou qu'un simple outil de communication, la promesse politique a parfois été dans l'histoire un acte des plus sérieux auquel était lié la notion de contrainte.

Lors des élections de magistrats dans la Cité de la Rome Antique, les candidats pouvaient promettre d'offrir une certaine somme. Pour organiser des distributions de nourritures, élever une statue ou construire un bâtiment. Mais la promesse formulée engageait alors son auteur et la population se voyait en droit de réclamer son exécution une fois le candidat élu. Un délai écoulé ? Des pénalités financières étaient infligées à l'élu récalcitrant et les habitants pouvaient aller jusqu'en justice pour contraindre au respect de la promesse.

Au XXe siècle, au cœur du tournant « *industriel* » pris par la communication politique, le Canada a été le témoin de l'émergence d'un phénomène particulier, entre activisme artistique et *gonzo* politique : le Parti Rhinocéros.

Fondé en 1963 au Québec par le Docteur Ferron et toujours en activité sous le nom de Parti Néorhino, il s'engageait alors « *à ne jamais tenir ses promesses électorales* ». Cette « *utopie réalisable* », selon les mots de son créateur, va passer en quelques années du statut de mouvement embryonnaire à celui de parti politique enregistré.

A grands

coups de promesses tapageuses — abolir la loi de la gravité ou effectuer des élections tous les six mois, tenues par des candidats solides tels que Yo Gourd, Chatouille ou une certaine Mara Tremblay alors âgée de dix ans, le parti va obtenir jusqu'à 121.000 votes en 1979, faire tomber un gouvernement minoritaire et devenir le 4ème parti officiel du Canada.

Belle époque, non ?

« *En politique, les promesses n'engagent que ceux qui les croient* » Jacques Chirac.

Mais alors, peut-on gagner une élection régulière et transparente (dans le décompte des suffrages exprimés) sans rien promettre ? Apparemment oui, si l'on regarde du côté de l'Espagne et de ses dernières élections législatives.

En plus d'avoir été aux yeux de certains observateurs politiques « *la campagne électorale la plus prévisible de la démocratie* », celle-ci a donné lieu à une joute électorale peu banale. Face à Alfredo Pérez Rubalcaba, successeur du premier ministre sortant Zapatero, comme candidat d'un Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) laminé par la crise économique, Mariano Rajoy, le candidat du Parti Populaire (PP), a choisi de faire campagne avec... la promesse de ne rien

promettre. Quelles alliances ? Pour quelles réformes ? Rien. *Nada*.

S'il assume cette stratégie depuis le début de sa carrière politique, son abnégation à ne rien lâcher ce coup-ci en a ému plus d'un. Mais soyez rassurés, le fait de ne pas l'avoir promis n'a pas empêché ce bon Mariano de mettre en place un bon vieux plan de rigueur. « *Nous ferons les réformes que demande le sens commun* » disait-il. Apparemment, Sens Commun travaillait lui aussi chez Lehman Brothers.

Et toute considération idéologique mise à part, l'exemple de victoire d'un candidat refusant de se livrer au moindre verbiage semble fasciner jusqu'aux candidats français à la Présidentielle de 2012.

La promesse électorale semble être devenue une trop grande prise de risque, un boulet dont on ne saurait se défaire avant même d'avoir pu accéder aux manettes du pouvoir. Dans ces temps incertains, c'est le *wait and see* et l'espoir du délitement de la partie adverse qui semblent être de mise. Sale temps pour les envolées lyriques.

Mais fort heureusement, l'esprit des fêtes revigore toujours nos politiques et fait perdurer une certaine tradition. Jugez plutôt.

Pour 2012, Charles Michel vous promet des « *réformes constructives* » sur un air de Keane. Ecolo « *le meilleur selon [nos] vœux* » façon menu à la carte. Menu auquel Jean-Claude Marcourt souhaite voir associé « *la choucroute à l'émulation* » tandis que Christos Doulkeridis espère que chacun « *mette de l'eau dans son vin* » après avoir finement diagnostiqué que « *la Belgique n'est pas dans son assiette.* »

Putain d'époque !

Raphaël Giambelluco